

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Sommaire	13
Liste des principales abréviations	15
Introduction générale	17

PARTIE I

LA PROTECTION DES DROITS DES MINORITÉS

TITRE I – La protection internationale des droits des minorités	37
Chapitre I – Le droit international et les minorités	39
Section I : La protection générale des droits des minorités dans le cadre de l'ONU	40
§1. Les déclarations de l'ONU et les minorités	40
A. Le contenu des déclarations	40
1. La Déclaration universelle des droits de l'homme	41
2. La Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction	42
3. La Déclaration des minorités de 1992	44
B. La valeur des déclarations	46
1. La valeur de la Déclaration universelle des droits de l'homme	46
2. La valeur de la Déclaration sur les minorités de 1992	48
3. La valeur de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction	49
§2. Les conventions de l'ONU et les minorités	51
A. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques	51
B. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	54
C. La Convention relative aux droits de l'enfant	55
§3. Le contrôle de la mise en place des droits des minorités	58
A. Les Comités issus des conventions	58
1. Le Comité des droits de l'homme	59
2. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.....	60
3. Le Comité des droits de l'enfant	60
B. Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion et de conviction	61
C. La Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme	63

Section II : La protection spécifique des droits des minorités	66
§1. Le Vatican et les chrétiens de l'Orient arabe	66
A. Le Vatican face aux conflits en Orient arabe	66
B. La contribution du Vatican à la promotion de la liberté religieuse des chrétiens d'Orient arabe	68
§2. L'UNESCO et les minorités	69
A. Le contenu des instruments de l'UNESCO	69
B. La crédibilité de l'UNESCO	72
1. L'efficacité des efforts de l'UNESCO	72
2. Le système de contrôle de l'UNESCO	73
§3. L'Organisation internationale du travail et les minorités	74
A. Les instruments de l'OIT et les minorités	74
B. Le système de contrôle de l'OIT	76
Chapitre II – La réception du droit international par les États de l'Orient arabe	79
Section I : L'insertion des instruments internationaux des droits de l'homme dans le droit interne des États d'Orient arabe	80
§1. L'insertion est une obligation imposée par le droit international ...	80
§2. La primauté des traités internationaux sur le droit national	83
A. La position du droit international	83
B. Une primauté contestée en Orient arabe	84
Section II : La réticence des États de l'Orient arabe	87
§1. La réticence dans l'élaboration	87
§2. La réticence dans les ratifications et les réserves	91
A. Les ratifications partielles	92
B. Les réserves nombreuses	93
1. Les réserves motivées par la religion	94
2. Les réserves motivées par la souveraineté des États	95
§3. La critique internationale de l'attitude des États réservataires de l'Orient arabe	97
A. Les objections occidentales aux réserves des États d'Orient	97
B. Les observations des différents Comités des droits de l'homme	99
TITRE II – La protection régionale des droits des minorités	105
Chapitre I – La charia et les droits de l'homme	107
Section I : Les fondements de la loi musulmane	108
§1. Les sources de la loi musulmane	108
A. Les sources primaires	108
1. Le Coran	108
2. La sunna	109
B. Les sources secondaires	110
1. L'ijmâ	111
2. Le kiyâs	111
3. Les sources les moins importantes	112
§2. Les non-musulmans dans la loi musulmane	113
A. Inégalité et restrictions	113
B. Tolérance et droits	118
1. La protection	118

2. L'autonomie du statut personnel	119
Section II : Les déclarations islamiques relatives aux droits de l'homme	120
§1. L'Organisation de la coopération islamique et les droits de l'homme	121
A. La Déclaration du Dacca sur les droits de l'homme en islam	122
B. La Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en islam	122
§2. Les travaux du Conseil islamique et les droits de l'homme.....	125
A. La Déclaration islamique universelle	125
B. La Déclaration islamique universelle des droits de l'homme (2 ^e Déclaration)	126
§3. La crédibilité contestée des déclarations islamiques.....	127
A. La valeur des déclarations islamiques.....	127
B. La divergence entre les instruments islamiques et internationaux	130
Chapitre II – L'Orient arabe et les droits de l'homme.....	133
Section I : La contribution de la Ligue des États Arabes.....	133
§1. La Charte arabe des droits de l'homme.....	134
A. Le contenu de la Charte.....	134
B. Les États arabes face à la Charte	136
C. L'apport de la Charte.....	138
§2. Les organes de la Ligue des États arabes	139
A. La Commission permanente arabe pour les droits de l'homme.....	139
B. Le Comité arabe des droits de l'homme.....	141
Section II : Les efforts régionaux non gouvernementaux	142
§1. Le projet de la charte des droits de l'homme et du peuple dans le monde arabe	142
A. Le contenu du projet.....	143
B. La valeur du projet	145
§2. L'action en faveur des droits de l'homme par les ONG régionales	146
A. Les principales ONG régionales	147
1. L'Organisation arabe des droits de l'homme	147
2. L'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science	147
B. Les difficultés des ONG	148
TITRE III – La protection nationale des droits des minorités	151
Chapitre I – L'ordre juridique et les minorités dans les États de l'Orient arabe	153
Section I : Les constitutions et les droits des minorités	153
§1. La protection des droits des minorités dans les constitutions	154
A. Le principe de l'égalité.....	154
B. La liberté religieuse	156
§2. La crédibilité contestée des constitutions.....	159
A. L'état de fragilité des constitutions	159
B. Les constitutions de l'Orient arabe vis-à-vis du PIDCP	161
Section II : Les garanties des droits des minorités dans les lois internes...	163

§1. Les droits civils et politiques	163
§2. Les lois contre la haine et la violence religieuses	166
Section III : Le contrôle du respect des droits de l'homme.....	169
§1. La justice constitutionnelle dans l'Orient arabe.....	169
A. L'organisation de la justice constitutionnelle.....	170
B. La contribution timide de la justice constitutionnelle	172
§2. La contribution de la société civile	174
A. La société civile en Orient arabe	174
B. Les principales ONG nationales.....	175
Chapitre II – L'influence de la religion sur la protection nationale.....	177
Section I : La place de l'islam dans les États de l'Orient arabe.....	178
§1. La définition de l'État islamique.....	178
A. Les critères selon l'OCI.....	178
B. Les critères avancés par les docteurs et les spécialistes musulmans.....	179
§2. L'impact de l'islam sur l'ordre juridique des États de l'Orient arabe	181
A. L'islam dans les textes constitutionnels	182
B. Les effets législatifs de la charia	184
1. La position de l'appareil judiciaire : le cas de l'Égypte	185
2. L'islam et les sources du droit dans les États de l'Orient arabe	187
Section II : La laïcité dans les États de l'Orient arabe	189
§1. La laïcité et les droits de l'homme	189
§2. La laïcité et la religion.....	191
A. Les chrétiens et la laïcité	191
1. L'Église de l'Orient arabe face à la laïcité	192
2. La position des chrétiens libéraux face à la laïcité	192
B. Les musulmans et la laïcité	193
1. Le courant intégriste	193
2. Le courant des musulmans libéraux	195
§3. La perspective de la laïcité en Orient arabe	197
A. La laïcité et les régimes autoritaires	197
B. L'avenir de la laïcité en Orient arabe	198

PARTIE II

LES MINORITÉS CHRÉTIENNES EN ORIENT ARABE ENTRE INTÉGRATION ET ASSIMILATION

TITRE I – L'affirmation des minorités chrétiennes dans les États de l'Orient arabe	207
Chapitre I – L'affirmation dans le système du pluralisme juridico-législatif	211
Section I : L'évolution de l'autonomie juridico-législative des chrétiens	212
§1. De l'Empire ottoman aux mandats.....	212
A. L'évolution sous l'Empire ottoman.....	212
B. L'évolution à l'époque mandataire	213

§2. L'autonomie juridico-législative à l'époque contemporaine	215
A. En Égypte	216
B. En Jordanie	217
C. En Syrie	219
D. Au Liban	220
Section II : La contestation de l'autonomie juridico-législative des chrétiens	222
§1. La séparation de la religion et de l'État dans le christianisme	222
§2. Les sources des lois chrétiennes	224
A. L'Évangile source unique des législations du divorce	224
B. L'Évangile, une des sources de législation du divorce	227
Chapitre II – L'affirmation politico-culturelle des chrétiens en Orient arabe	233
Section I : L'apport des chrétiens à l'émancipation de l'Orient arabe	234
§1. Les chrétiens et l'arabité	235
A. L'importance de l'arabité pour les chrétiens	235
B. Les efforts des chrétiens et l'arabité	236
§2. Les chrétiens et le nationalisme	239
A. Les chrétiens et la résistance	239
B. La participation des chrétiens à la vie politique et nationale	242
C. L'apport culturel des chrétiens	245
Section II : Dynamique politique et minorités chrétiennes	247
§1. Régimes politiques et chrétiens en Jordanie et en Syrie	247
A. Chrétiens jordaniens et Royaume hachémite	248
B. Chrétiens syriens et régime baassiste	251
§2. La non-prédominance politique de l'islam au Liban	254
TITRE II – La dhimmitude des chrétiens de l'Orient arabe	257
Chapitre I – L'islamisation dans le système du pluralisme juridico-législatif	261
Section I : L'islamisation de l'appareil juridico-législatif chrétien	262
§1. L'affaiblissement de la compétence des juridictions chrétiennes en Syrie et en Jordanie	262
A. Les tendances à limiter la compétence des juridictions chrétiennes	263
B. L'élimination des compétences en cas de contentieux mixtes	265
§2. La fragilité de l'autonomie juridico-législative des chrétiens d'Égypte	267
A. La suppression des juridictions chrétiennes	267
B. L'élimination de la législation chrétienne	268
1. La conformité à l'ordre public	268
2. L'unité en communauté et en confession	271
§3. La compétence des tribunaux étatiques sur les chrétiens	272
A. L'application de la législation chrétienne	273
B. L'application de la charia	275
1. Le divorce	276
2. La répudiation	277
Section II : Le pluralisme juridico-législatif : un moyen de conversion à l'islam	279

§1. L'appareil juridico-législatif face au changement de religion	279
A. Le législateur égyptien incite au changement en faveur de l'islam	280
B. Le changement dans le reste des États de l'Orient arabe	283
1. Le changement de confession.....	283
2. Le changement de religion	286
§2. Les avantages d'une conversion à l'islam.....	287
A. L'obtention d'un jugement de divorce	287
B. La garde et la religion de l'enfant	289
C. La conclusion d'un mariage avec une femme musulmane	292
Chapitre II – Oppression politico-religieuse des chrétiens	299
Section I : Oppression religieuse	301
§1. L'abandon de l'islam	301
A. Le Prosélytisme	301
B. Les effets de l'apostasie dans les États de l'Orient arabe	304
1. Remarques préliminaires sur l'apostasie en Orient arabe	304
2. L'apostasie entre théorie et pratique dans chaque État	305
a) En Égypte.....	305
b) En Jordanie	307
c) En Syrie	309
d) Au Liban	309
§2. La liberté de culte : le cas de l'Égypte	310
A. Construction et rénovation des lieux de culte	311
B. La liberté d'exercer son culte en assemblée.....	312
Section II : Oppression extra-religieuse	313
§1. La déficience du système éducatif	314
A. Remarques générales et préliminaires.....	314
B. La particularité du système éducatif dans les États de l'Orient arabe	316
§2. Les raisons d'un éclatement en Égypte	318
A. Jusqu'en 1970.....	318
B. La radicalisation de l'Égypte après 1970	319
1. En milieu musulman.....	319
2. En milieu chrétien	321
C. À l'Époque de Moubarak	323
§3. Émancipation limitée des chrétiens de l'Orient arabe.....	328
A. La marginalisation des chrétiens libanais à l'époque contemporaine	328
B. La fragilité de la protection des chrétiens sous les régimes syrien et jordanien	331
1. Chrétiens syriens sous le régime baassiste	331
2. Chrétiens jordaniens et Royaume hachémite	334
Conclusion générale.....	337
Bibliographie	347
Index	469
Table des matières	475